



Déni de démocratie à Mondor

Jeudi 11 juin, troisième jour de grève à l' AP-HP pour la défense de nos repos contre le projet de ré « Organisation du temps de travail » de Martin Hirsch.

Ce même jour était prévu de longue date une Commission d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT). La direction de Mondor connaissait depuis plus de 2 semaines la date de la manifestation du 11 juin 2015, elle a cependant maintenu l'instance. Le 10 juin, SUD santé accompagné de la secrétaire d'instance (représentante CGT) rencontrait la direction pour un grave dysfonctionnement sur la crèche Pierre Pipet, nous en avons profité pour rappeler la manifestation du lendemain et notre absence lors du CHSCT. La direction, droit dans ses bottes, a néanmoins tenu cette instance sans aucun représentant ni des personnels ni des médecins. Notre direction nie ainsi l'importance qu'ont les représentants syndicaux et à travers eux les personnels de l'hôpital.

Des points importants ont été actés lors de cette instance en l'occurrence le transfert du centre de loisirs de Mondor sur Chenevier. Point auquel s'était opposé l'ensemble des syndicats lors des CHSCT précédents ainsi que des parents venus témoigner lors du CHSCT d'avril 2015.

Informé de cette situation le personnel et leurs représentants ont, avant de partir manifester, dit leur façon de penser à Mme Orio directrice du groupe hospitalier Mondor, Mme Noguera directrice de Mondor, M. Castet DRH du GH Mondor et Mme Anger directrice adjointe de la direction des soins.

Nous avons évoqué lors de cette réunion impromptue l'irrespect des instances, le manque de personnel, les mensonges de la direction (à propos d'une serrure qui aurait été cassée jeudi dernier), le gaspillage alimentaire (fermeture non prévue du self jeudi 11 juin)...

Cette rencontre aura permis aux agents ne connaissant pas notre direction de rencontrer ces « énergumènes » et de se rendre compte qui « gouverne » l'hôpital.

Nous regrettons l'attitude jusqu'aboutiste de ces dirigeants, préférant dilapider les deniers publics pour aller jouer au golf sur le budget de l'hôpital et de poursuivre sur la fermeture du self et jeter les denrées à la poubelle, ne prenant en compte ni les problèmes de santé des salariés, ni les textes de loi obligeant l'employeur à assurer un service minimum comme l'on fait par le passé ces prédécesseurs (sandwich + fruit + eau).

L'intersyndicale dénonce de tels agissements.

Le gouvernement veut faire des économies avec la politique menée par ces directions au détriment des patients et des personnels.

Trop c'est trop. Nous travaillons dans l'intérêt des patients, pas eux !!!

Vendredi 12 juin 2015

CGT Asao : Christophe PIN

SUD santé : Sylvie RICHETON - Blandine HERY